

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Année scolaire 1930-1931 — N° 243

Responsabilité professionnelle du Vétérinaire

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 13 Février 1931

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Marcel BERNARD

Né le 5 Décembre 1907 à NICE (Alpes-Maritimes)



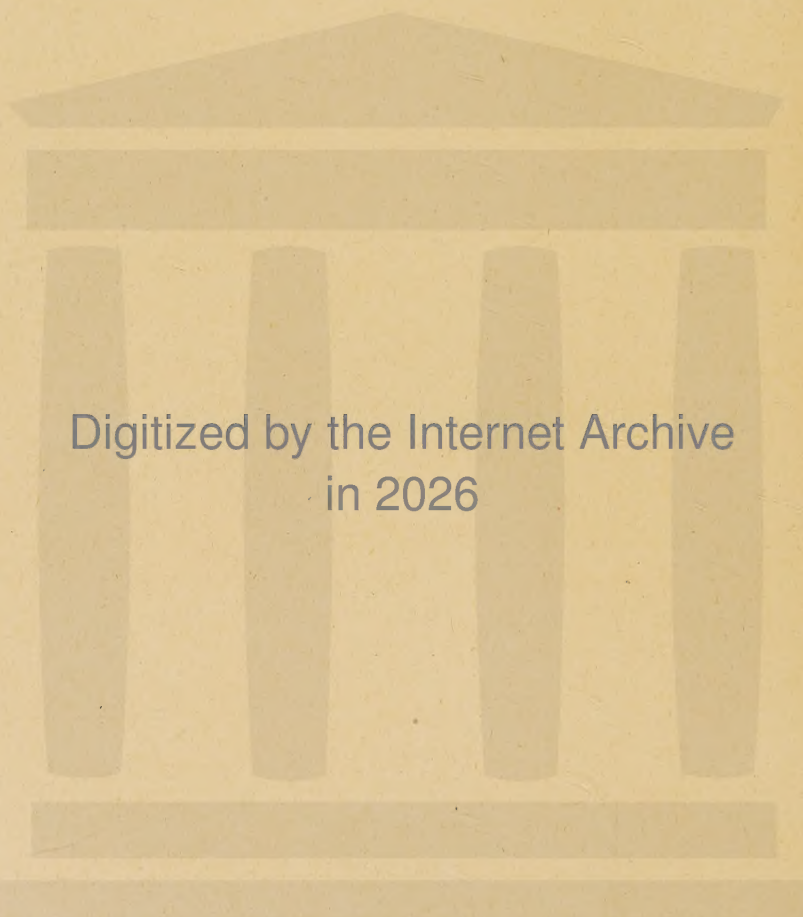
LYON

BOSC Frères, M. et L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

1931

RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DU VÉTÉRINAIRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Année scolaire 1930-1931 — N° 243

Responsabilité professionnelle du Vétérinaire

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 13 Février 1931

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Marcel BERNARD

Né le 5 Décembre 1907 à NICE (Alpes-Maritimes)



LYON

BOSC Frères, M. et L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

1931

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Directeur..... M. CH. PORCHER.

Directeur honoraire. M. F.-X. LESBRE.

Professeurs honoraires M. ALFRED FAURE, ancien Directeur.
M. CADÉAC.

PROFESSEURS

Physique et chimie médicale, Pharmacie, Toxicologie..	MM. PORCHER
Botanique médicale et fourragère, Zoologie médicale, Parasitologie et Maladies parasitaires.....	MAROTEL.
Anatomie descriptive des animaux domestiques, Téra- tologie, Extérieur	TAGAND. JUNG
Physiologie, Thérapeutique générale, Matière médicale Histologie et Embryologie, Anatomie pathologique, Inspection des denrées alimentaires et des établis- sements classés soumis au contrôle vétérinaire...	BALL
Pathologie médicale des Equidés et des Carnassiers, Clinique, Sémiologie et Propédeutique, Jurispru- dence vétérinaire	AUGER
Pathologie chirurgicale des Equidés et des Carnas- siers, Clinique, Anatomie chirurgicale, Médecine opératoire	DOUVILLE
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire. Clinique, Médecine opératoire, Obstétrique.....	CUNY
Pathologie générale et Microbiologie, Maladies micro- biennes et police sanitaire, Clinique.....	BASSET LETARD
Hygiène et Agronomie, Zootechnie et Economie rurale.	

PROFESSEUR AGRÉGÉ

Industrie et contrôle des produits d'origine animale.... TAPERNOUX

CHEFS DE TRAVAUX

MM. COLLET, JEAN-BLAIN.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

Président : M. le Dr Etienne MARTIN, Professeur à la Faculté de Médecine
Chevalier de la Légion d'honneur.

Assesseurs : M. AUGER, Professeur à l'Ecole Vétérinaire.

M. TAPERNOUX, Professeur agrégé à l'Ecole Vétérinaire.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A LA MÉMOIRE DE MON ONCLE

A MA MÈRE

Qui s'est imposée les plus grands
sacrifices pour me permettre de pour-
suivre mes études.

Modeste témoignage de ma recon-
naissance.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR MARTIN

Qui nous a fait le grand honneur
d'accepter la présidence de cette thèse.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AUGER

Qui nous a guidé dans le choix et
l'élaboration de ce travail et nous
encouragea de ses conseils éclairés.

Hommage reconnaissant.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR TAPERNOUX

Respectueux hommage.

A TOUS NOS MAÎTRES
DE L'ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

A TOUS NOS AMIS

Introduction

A n'en pas douter, la question des responsabilités constitue une des branches les plus étendues du droit civil et pénal. Nous avons été frappés du grand nombre de cas où le vétérinaire engage personnellement la sienne ; aussi nous paraît-il utile de rappeler quelques circonstances au cours desquelles les membres de notre profession ont été engagés dans des affaires de ce genre. Pour ce faire, nous avons choisi les documents les moins ambigus. Les textes de loi en effet n'ont rien d'absolu, leur rigidité n'est souvent qu'apparente ; nous nous trouvons presque toujours devant des cas d'espèce, et ce sera aux juges de se prononcer souverainement sur le fonds.

Dès lors, par la connaissance des jugements anciens, ne peut-on prévoir dans une certaine mesure ce qui sera statué dans tel ou tel cas particulier ?

Les cas de responsabilité intéressent tous les membres de notre profession à un double point de vue : par la lecture des anciens procès, ils peuvent se rendre un compte à peu près exact de leurs droits principaux, mais en commentant les circonstances dans lesquelles

leurs prédécesseurs ont succombé, ils puiseront de sages conseils de prudence.

Nous avons voulu offrir surtout aux jeunes générations de vétérinaires une sorte de *vade mecum* de leurs droits et de leurs devoirs, afin de les mettre d'abord en garde contre une trop grande confiance en eux-mêmes et en les prévenant ensuite de toutes les difficultés qui les attendent dès leur entrée en clientèle.

Rassembler et classer à l'aide de références précises les sentences et les controverses les plus significatives, tel est le modeste but de notre travail.

Nous diviserons l'étude de notre sujet de la façon suivante :

- 1° Etude des responsabilités en général.
 - 2° Application que l'on doit en faire aux vétérinaires.
 - 3° Responsabilités encourues par le vétérinaire de son propre fait.
 - 4° Responsabilité du fait d'autrui ou des animaux.
-

CHAPITRE PREMIER

Responsabilités - Généralités

PREMIÈRE PARTIE

Qu'entend-on par responsabilité civile ?

Avant d'envisager le cas particulier où le vétérinaire peut encourir telle ou telle responsabilité, il importe de définir quelques termes, et de donner une idée exacte de ce que l'on entend en matière de droit par faute, délit, quasi-délit.

On dit qu'il y a *faute* quand un individu porte préjudice au droit d'autrui soit par un acte, soit par une omission, mais sans la volonté de nuire, caractéristique du dol. On doit en outre distinguer la faute délictuelle de la faute contractuelle. La première ne suppose l'existence d'aucun droit antérieur entre celui qui l'a commise et la personne lésée ; elle donne lieu à la responsabilité édictée par les articles 1382 et suivants du Code civil. La seconde, visée par l'article 1137, consiste dans un manquement à l'obliga-

tion de veiller à la conservation d'une chose que l'on est tenu de livrer. Mais la principale différence entre les deux fautes se réfère à la charge de la preuve, elle tient à la nature même de la faute. Le débiteur, qui n'exécute pas une obligation contractuelle, est tenu au paiement de dommages et intérêts en raison du seul défaut d'exécution, sauf s'il démontre que ce défaut ne lui est pas imputable. L'obligation est ici préexistante à la faute. Aussi dit-on : « la faute contractuelle est présumée, la faute délictuelle ne se présume pas, elle doit être prouvée ». Dans ce dernier cas, c'est celui qui prétend avoir droit à des dommages et intérêts qui devra prouver la faute commise par son débiteur.

L'article 1382 du Code civil énonce le principe suivant : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». Le Code civil ne définit pas les mots « délit et quasi-délit », il les inscrit seulement en tête des articles 1382 à 1386. Il y a délit lorsqu'une personne, par dol ou malignité, cause du dommage ou quelque tort à autrui. Ce qui caractérise le délit, c'est l'intention, c'est-à-dire la *volonté de causer à autrui un préjudice*. Il faut que le dommage causé à autrui consiste non seulement en une action intentionnelle, mais encore faut-il que cet acte soit illicite. Zachariae (n° 443) donne du délit la définition suivante :

« Un délit est toute action illicite par laquelle une personne lèse sciemment et méchamment les droits d'autrui. »

Il résulte donc de ce que nous venons de dire que la responsabilité juridique de l'auteur d'un acte dommageable n'est en cause que s'il y a *faute* ; le dommage résultant du hasard ou de la force majeure n'ouvre, au contraire, aucun droit à indemnité.

— Le délit, hâtons-nous de le dire, ne peut recevoir que des applications fort restreintes dans les cas où la responsabilité du vétérinaire peut être mise en jeu. Il n'en est plus de même du quasi-délit : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son propre fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. » Art. 1383, Code civil.

Alors que le délit exige un fait actif, consistant à faire quelque chose sciemment et méchamment, le quasi-délit ne consiste pas seulement à faire, il comprend encore la faute négative résultant de l'action de ne pas faire. Aussi Zachariae caractérise-t-il parfaitement le quasi-délit en disant que c'est un fait de commission ou d'omission par lequel on porte préjudice à autrui mais sans avoir l'intention de lui nuire. Comme pour le délit, il faut que l'action soit illicite pour constituer un quasi-délit. Les articles 1384 à 1386 du Code civil édictent en outre qu'on est responsable, d'une part, du dommage causé par les personnes que l'on a sous sa dépendance (enfants, mineurs, domestiques, préposés, élèves, apprentis) et, d'autre part, du dommage causé par les choses que l'on a sous sa garde. La loi donne deux exemples de responsabilité à raison des choses :

1° Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en

sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du préjudice que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

2° Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsque cette ruine est arrivée par défaut d'entretien ou vice de construction.

— En somme, les délits et quasi-délits échappent par leur diversité et leur multiplicité à toute classification et à toute nomenclature. L'article 1382 les embrasse dans leur universalité en formulant cette règle de primitive justice que tout homme doit réparation à autrui du dommage qu'il a pu lui causer.

En résumé :

1° Le quasi-délit diffère du délit par un seul caractère, c'est qu'il se produit sans intention de nuire de la part de l'agent.

2° Sauf ce trait différentiel, le quasi-délit présente toutes les autres considérations du délit: il est *illicite*, c'est-à-dire commis sans droit et au mépris du droit d'autrui ;

il est *dommageable*, c'est-à-dire qu'il produit une lésion des intérêts privés, lésion d'où résulte pour l'agent l'obligation de réparer le dommage qu'il a causé ;

il est *imputable à l'agent*, c'est-à-dire que ce dernier a commis une faute ; cette faute pouvant consister aussi bien dans l'omission que dans l'action, la négligence, l'imprévoyance ou l'incurie.

— Les données que nous venons d'énoncer créent trois sortes de responsabilités, suivant qu'elles sont

imputables à un fait personnel, au fait d'autrui ou au fait des animaux.

— Les articles 1382 et 1383 du Code civil énoncés plus haut s'occupent de la responsabilité du fait personnel. Pour que celle-ci soit encourue, il faut trois conditions :

1° Il faut que l'auteur ait été libre de commettre ou de ne pas commettre le fait dommageable ;

2° Il faut que le fait soit imputable à la loi ;

3° Il faut qu'il soit préjudiciable à autrui. On ne peut rendre responsable d'un délit ou d'un quasi-délit celui qui n'a pas la liberté ou le contrôle de ses actes. Un fou, par exemple, ne peut être rendu responsable du mal qu'il a commis ; un dépositaire ne peut être mis en cause si par suite d'un cas fortuit ou de force majeure, il ne peut rendre à son propriétaire l'animal qui lui a été confié. Mais l'ivresse, qui annihile toute liberté morale, n'est pas une cause d'excuse ; bien au contraire elle engage et parfois même aggrave la responsabilité.

— La responsabilité du fait d'autrui est édictée par l'article 1384 ainsi conçu :

« On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. Le père et la mère après le décès du mari sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; les maîtres et les commettants du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés... »

— La responsabilité du fait des animaux découle de l'article 1385 :

« Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. »

— Pour conclure, rappelons que toute faute demande réparation en vertu de l'article 1151 du Code civil : « L'auteur ou la personne civilement responsable d'un délit ou d'un quasi-délit doit réparer tout le dommage causé qui est une suite directe et immédiate de la faute. »

DEUXIÈME PARTIE

Qu'est-ce que la responsabilité pénale ?

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que la responsabilité civile. Si c'est elle qui intéresse le plus souvent le vétérinaire, ce dernier n'est pourtant pas à l'abri des responsabilités pénales. Qu'entend-on par ces termes ? Lorsque la réparation d'un préjudice est due non pas à une personne déterminée, mais à la société toute entière, le mot « délit » n'a plus la signification que nous lui donnions tout à l'heure. Il devient une infraction prévue expressément et punie par le Code pénal de peines correctionnelles. Dès qu'un fait est puni par la loi pénale, il devient un délit criminel. Le délit civil doit être dommageable tandis que le délit criminel peut ne pas l'être. Le même fait peut

constituer un délit criminel sans pour cela constituer un délit de droit civil, tel l'homicide par imprudence. Dans un sens général, on entend en droit pénal par le mot délit toute infraction à la loi pénale, tout acte punissable. Dans un sens plus restreint le mot délit, pris par opposition au mot contravention, signifie le fait qui implique l'intention d'enfreindre la loi pénale et qui est puni en raison de cette intention, tandis que la contravention désigne le fait puni même pour une faute non intentionnelle. Tels sont les délits et contraventions de presse. Dans un sens plus étroit encore, déterminé par l'article 1^{er} du Code pénal, l'expression « délit » s'applique à toute infraction punie de peines correctionnelles. Quoique le vétérinaire n'encoure que très rarement des responsabilités pénales, il est bon de donner ici les principes dominants en matières de droit pénal.

1° On ne peut être responsable que de sa propre faute, il ne saurait être question de quasi-délit.

2° Il faut que la coopération à l'acte répréhensible résulte d'un fait positif ; peu importerait un fait négatif consistant à ne pas faire ou à laisser faire.

3° Il ne suffit pas d'avoir matériellement commis une infraction à la loi pénale, il faut de plus avoir volontairement et librement agi.

Un cas particulier du Droit pénal intéresse plus spécialement médecins et vétérinaires, nous voulons parler de l'homicide par imprudence. L'article 319 du Code pénal le définit ainsi :

« Quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements

aura commis involontairement un homicide ou en aura été involontairement la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 600 francs. »

L'article 320 ajoute :

« Si la maladresse ou l'imprévoyance n'ont causé que des blessures, la peine est de six jours à deux mois d'emprisonnement et de 16 francs à 1.000 francs d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Ainsi le vétérinaire peut encourir des responsabilités pénales alors même qu'il ne les a pas prévues.

TROISIÈME PARTIE

Compétence des tribunaux

Les vétérinaires, quoique payant patente, ne font pas des actes de commerce et n'entrent pas par conséquent dans la catégorie des commerçants. Ils sont donc justiciables du tribunal civil de leurs arrondissements et non du tribunal consulaire.

Il n'en serait plus de même si le vétérinaire était propriétaire d'un atelier de maréchalerie et si comme tel il était appelé en justice pour des faits concernant cet accessoire de sa profession. (Tribunal de Lille, 17 juin 1862, confirmé par la Cour de Douai.)

Le vétérinaire qui possède une infirmerie est-il considéré comme faisant acte de commerce ? Non ! L'infirmerie est un accessoire de la profession de vété-

rinaire et ne saurait être assimilée à une entreprise commerciale: « En conséquence, dit Gallier, le tribunal de commerce est incompétent pour connaître de la demande en responsabilité formée contre un vétérinaire, à l'occasion de la mort d'un cheval survenue pendant que l'animal était en traitement dans l'infirmerie pour animaux tenue par le défendeur. » Un jugement dans ce sens a été rendu par le tribunal de commerce de la Seine le 28 septembre 1888.

CHAPITRE II

Responsabilité des vétérinaires en particulier

Aucun texte de loi ne parle de la responsabilité du vétérinaire. Force nous est, dès lors, de nous en rapporter aux relations qui existent entre les différents citoyens, tous les cas de responsabilité, quels qu'ils soient, étant basés sur les articles 1382 et suivants du Code civil. La loi du 29 ventôse de l'an XI ⁽¹⁾ ne prévoyait aucune peine pour le docteur en médecine qui causerait par sa faute du tort à autrui. Peut-on, en invoquant le silence de la loi, prétendre que les vétérinaires, de même que les médecins, n'encourent aucun risque dans l'exercice de leur profession ? Peut-on arguer que le vétérinaire peut agir suivant son bon vouloir, et que son client est à la merci de sa maladresse, voire de son incurie ? Le bon sens seul répond à ces questions. Du silence de la loi, il faut

(1) Modifiée par la loi du 30 novembre 1892.

conclure au contraire que le vétérinaire est soumis comme tout Français aux articles 1382 et suivants. La juridiction a consacré la responsabilité civile et pénale des docteurs en médecine. Il n'est pas besoin de dire que notre législation ne prévoit rien de particulier pour les vétérinaires ; les délits et quasi-délits de ces derniers seront donc jugés sur les mêmes bases que ceux des médecins. Mais c'est précisément cette question d'appréciation laissée aux tribunaux qui fait que nous nous trouvons ici le plus souvent devant une question de fait que devant une question de droit. Il est bien entendu que la justice n'a pas les moyens de contrôler et d'apprécier les faits de science, les théories médicales. Le juge ne saurait s'immiscer dans ces questions ; si les échecs du médecin devaient entraîner des poursuites dans tous les cas d'échec, l'exercice de cette profession deviendrait vite impossible.

Pour qu'un médecin ou un vétérinaire soit coupable, il faut qu'il ait commis une *faute lourde*, grossière, il faut qu'il ait fait preuve de légèreté, d'incurie ou de négligence et encore faut-il que ces faits soient prouvés par le demandeur et qu'il y ait *un dommage certain occasionné par cette faute*.

« Ce sont là en effet des fautes de l'homme, bien plus que les fautes du médecin, écrivent Briand et Chaudé, et il peut être assez facile de décider s'il y a eu là un fait dommageable pouvant donner lieu à une indemnité, ou une imprudence rentrant dans les cas prévus par la loi pénale. Mais il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'apprécier si telle ou telle opé-

ration était ou non indispensable, si elle a été faite convenablement ou non, si le traitement était ou non approprié à la maladie ; parfois tel traitement inusité jusqu'alors peut être une heureuse témérité ; c'est l'éclair du génie qu'il ne faut pas confondre, même lorsque le succès n'a pas répondu à l'attente, avec l'audace d'un empirique. »

Nous ne saurions trop apprécier ces sages paroles ; évidemment le législateur ne peut pas entraver l'exercice d'une profession aussi délicate que la médecine, en exposant le médecin à des poursuites, qui paralyseraient toute initiative de sa part. Puisque le vétérinaire possède un diplôme délivré après avoir subi des examens jugés suffisants par la loi, son grade lui donne une présomption légale de capacité. Aussi les juges devront-ils dans tous les cas user de bienveillance, et ils ne devront admettre la responsabilité soit civile, soit pénale, qu'après avoir établi d'une façon certaine la légèreté ou l'imprudence manifestes dénotant de sa part une ignorance répréhensible comme en font foi de nombreux jugements.

Le Tribunal de Gray (29 juillet 1873 ; *D. P.*, 74-5-436) a jugé : « que le médecin n'est pas responsable par cela seul qu'il n'a pas réussi dans ses opérations ou même qu'il s'est trompé ; *mais que sa responsabilité est engagée s'il a commis une faute lourde et montré une négligence coupable ou manifesté une impéritie évidente*, ou encore s'il a fait des essais hasardés et a omis de se conformer aux principes rationnels du traitement à suivre ».

Des attendus du Tribunal de Nîmes (26 février

1884) (1), il résulte que les médecins peuvent, conformément au droit commun, être déclarés responsables des fautes lourdes et des imprudences graves qu'ils commettent dans l'exercice de leur profession. Quoique la jurisprudence, comme nous venons de le voir, soit unanime pour décider que les vétérinaires, tout comme les médecins d'ailleurs, ne peuvent et ne doivent être déclarés responsables que des *fautes lourdes* et des imprudences graves qu'ils commettent dans l'exercice de leur profession, que d'autre part il est nécessaire que cette faute lourde ait causé un *dommage*, il n'est pas inutile de faire connaître les jugements et arrêts qui confirment cette manière de voir. C'est qu'en effet, si le principe est admis par tous ou presque tous, les clients lésés dans leurs intérêts cherchent à tourner la difficulté. Ils ne contestent pas que seule la faute lourde engendre la responsabilité, ils affirment seulement que le vétérinaire a commis cette faute et ils en demandent réparation. C'est donc une question non de principe, mais d'espèce que nous allons étudier dans le détail ; c'est pour ce motif qu'il faut examiner les différents cas qui se présentent dans la pratique, afin que, dans des circonstances analogues, les vétérinaires puissent trouver les moyens de combattre avec succès les prétentions de leurs adversaires. Cette étude détaillée, nous la diviserons en deux chapitres, l'un traitera de la responsabilité du fait personnel, l'autre de la responsabilité du fait d'autrui.

(1) D. P. 84, 2.176.

CHAPITRE III

Nous étudierons dans ce chapitre :

1° La responsabilité du vétérinaire, médecin et chirurgien.

2° La responsabilité du vétérinaire expert.

2° La responsabilité du vétérinaire pharmacien.

4° La responsabilité vis-à-vis des tiers.

5° Les responsabilités du vétérinaire sanitaire.

PREMIÈRE PARTIE

Responsabilité du vétérinaire en tant que médecin et chirurgien

Les responsabilités encourues par le vétérinaire, traitant un animal atteint de maladie interne, sont à notre avis très difficiles à établir. Comment prouver en effet que le vétérinaire a agi avec une impéritie notable ? Ne faut-il pas en ce cas contrôler le diagnostic, le discuter, l'apprécier ? Or une erreur de diagnostic ne pourra en aucun cas donner lieu à une action en responsabilité, à moins, bien entendu, que celui-ci ne soit par trop dénué de fondement. Le tribunal civil de Bourgoin (29 janv. 1896) a jugé que

le vétérinaire n'est pas responsable d'un diagnostic erroné, qu'il donne de bonne foi et sans intention de nuire. De même, on ne saurait incriminer le vétérinaire à la suite d'un traitement qui paraît rationnel à condition toutefois qu'il ne s'écarte par trop des doses couramment employées. Le Tribunal de Caen (10 août 1896) a débouté un propriétaire de la demande en dommages et intérêts auxquels il prétendait avoir droit. D..., vétérinaire, avait prescrit l'administration d'un paquet contenant un gramme d'acide arsénieux et deux grammes de noix vomique râpée à une jument atteinte de paralysie gourmeuse. Au bout de quelques jours, D... fit des injections sous-cutanées de sulfate de strychnine, à la suite de la deuxième injection, l'animal mourut en proie à une crise convulsive.

Lorsque la posologie a été respectée, si les médicaments ont été administrés à des animaux présentant une sensibilité spéciale et si ces animaux succombent, le vétérinaire ne saurait être responsable parce que la susceptibilité de tel sujet lui était inconnue ; mais il n'en est pas de même des erreurs de posologie. Un élève de l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, M. M..., qui avait formulé 25 milligrammes d'arséniate de strychnine au lieu d'un quart de milligramme, et avait ainsi causé la mort d'un chien, fut condamné par la première chambre supplémentaire du Tribunal civil de la Seine à verser des dommages et intérêts au propriétaire de l'animal.

Le vétérinaire ayant souvent à intervenir chirurgicalement, ses interventions demandent dans un grand

nombre de cas l'abatage de l'animal sur un lit de paille ; très souvent des accidents ont alors lieu : soit pendant l'opération, soit à la fin de l'abatage, soit plus tard lorsque l'animal a été relevé.

Les accidents ayant lieu au cours de l'abatage peuvent avoir pour cause la négligence de l'opérateur. Si un vétérinaire faisait coucher un cheval sur un sol dur, raboteux, avec un lit de paille insuffisant, et s'il s'en suivait des accidents, le praticien qui aurait opéré dans de telles conditions pourrait être sévèrement jugé. De même le praticien doit faire réunir les quatre membres serrés par les entravons et se conformer aux règles de la contention, règles qui sont enseignées dans les Ecoles vétérinaires.

Indépendamment des rares cas où l'on relève une négligence manifeste de l'opérateur, nombreux sont les accidents survenus alors qu'on ne pouvait les prévoir d'aucune façon. Les annales vétérinaires sont fertiles en exemples d'accidents survenus ainsi alors que l'opérateur s'était entouré de toutes les précautions exigées. Tous les vétérinaires connaissent la possibilité de fractures du tibia ou du fémur, lors d'une opération, lorsque l'animal entravé contracte ses muscles. On a signalé la rupture du diaphragme suivie de mort immédiate. (Discussion de la Société centrale de médecine vétérinaire, 1852, p. 395.) Rey, dans son traité de *Jurisprudence et de Médecine légale vétérinaire*, signale une rupture du cœur ayant eu lieu lors de l'abatage d'un cheval sur qui on devait pratiquer la cautérisation. Pour des opérations fréquentes, comme par exemple la castration, de très

nombreux accidents sont à redouter ; nous signalerons comme exemples : la luxation de la rotule, le décollement des épiphyses (surtout chez les jeunes), les fractures des membres à différents niveaux, mais surtout à la tête du fémur. Weber a signalé une luxation de l'articulation coxofémorale avec fracture de la tête du fémur et déchirure des muscles psoas et psoas iliaque au niveau de leur insertion à la face interne du fémur. Il y a lieu, pendant l'abduction forcée du membre postérieur droit, d'agir avec précaution et de ne pas faire exercer des tractions sur la platelonge, quand l'animal réagit ou contracte ses muscles en raidissant le membre. H. Bouley, dans le *Recueil de Médecine vétérinaire* de 1874, rapporte une note à consulter qu'il eût à fournir pour un fait de fracture du tibia qui avait motivé des poursuites en dommages-intérêts contre un vétérinaire de Villeneuve-l'Archevêque, M. C.... Le 28 février 1873, le tribunal de Sens, adoptant les conclusions de Bouley, conclut à l'irresponsabilité du vétérinaire, parce que la fracture avait été due à un mouvement violent et imprévu de l'animal. Notre dessein n'étant pas de passer en revue tous les accidents d'abatage, qu'il nous soit permis du moins de signaler les fractures de l'ilium, du bassin, de la pointe de la hanche et de la colonne vertébrale, ces dernières étant les plus fréquentes. Dans le *Bulletin de la Société Centrale* (séance du 11 mars 1852), Goubeaux et Barrier tendent à démontrer que dans ce cas la responsabilité du vétérinaire ne doit pas être engagée. Dans le *Recueil de Médecine vétérinaire* de 1880 (p. 214), Bouley

publie un rapport adressé par lui au Tribunal de commerce de la Seine. Il s'agissait de la fracture de la dernière vertèbre dorsale suivie de mort sur une jument opérée de bleime suppurée.

Le propriétaire, qui avait intenté une action en dommages et intérêts au vétérinaire, soutenait :

1° que la maladie de pied de la jument ne nécessitait pas qu'on la couchât sur le sol pour faire le pansement, puisque, antérieurement, on avait réussi à le faire en position debout ;

2° qu'à supposer qu'on eût dû recourir à ce moyen extrême, le vétérinaire devait lui demander l'autorisation, l'urgence ne résultant pas de la nature de la maladie.

Le propriétaire ne contestait pas que l'accident ayant entraîné la mort fût de force majeure ; il s'agissait donc de savoir si un vétérinaire a le droit de faire coucher un cheval pour une opération de pied comme la bleime suppurée. Bouley établit qu'en règle générale lorsqu'on confie un cheval à un vétérinaire pour une maladie qui nécessite l'intervention d'un traitement chirurgical, cela implique qu'on lui laisse toute liberté de recourir aux moyens de contention qu'il juge utile d'employer pour que le traitement soit appliqué avec le plus de sûreté possible pour les aides de l'opérateur, pour lui-même et enfin pour l'animal. De même, ajoute Bouley, dans les grandes administrations, le vétérinaire juge convenable, sans qu'il ait pour cela à en référer aux directeurs de ces administrations, la conduite à tenir. Il est évident que cette liberté est pourtant relative ; un cheval ne sera

mis en position couchée dans le cas seulement où cette manœuvre ne peut être évitée. La nature même de l'opération ne suffit pas pour déterminer si l'on doit opérer sur l'animal debout ou couché. Telle opération, fort simple en général, peut nécessiter l'abattage du sujet lorsque ce dernier est particulièrement difficile. Après la saignée à la flamme, par exemple, il peut être nécessaire de coucher un cheval pour appliquer l'épingle. Mais le vétérinaire qui ordonnerait de mettre un cheval en position couchée, pour faire la suture de la saignée de l'épingle, commettrait une faute si l'on démontrait qu'il lui était possible de surmonter les résistances de l'animal debout. Dans ce cas, il pourrait se rendre responsable des accidents, *même de force majeure*, qui surviendraient par le fait d'une contention qui n'était pas nécessaire; tandis qu'il en serait tout autrement si les mouvements et réactions exceptionnelles de l'animal avaient forcé l'opérateur de le coucher pour lui appliquer l'épingle hémostatique.

Dans d'autres circonstances, on met des entravons aux membres postérieurs, pour pratiquer une opération sur le cheval debout ; il peut arriver alors que l'animal réagisse violemment, il peut tomber et les pires conséquences peuvent en résulter. H. Bouley eut à fournir une note à consulter dans une affaire semblable. Il s'agissait d'une fracture de l'ilium survenue à la suite d'une chute pendant l'application d'un séton, alors que l'animal avait eu les deux membres postérieurs entravés. M. D..., avocat à Rouen, posait les questions suivantes :

1° L'opération du séton sous le ventre doit-elle être appliquée au cheval en position couchée ou en position debout ?

2° Dans la position debout, quelles sont les précautions à prendre pour éviter les accidents ?

A la première question, Bouley répondit qu'il est de règle générale de ne jamais recourir à la position couchée pour faire subir une opération chirurgicale à un cheval que dans le cas seulement où la sûreté de l'opérateur et la sûreté de l'opération *exigent ce mode de contention*. Toutes les fois qu'une opération peut être pratiquée debout, l'indication expresse est de s'abstenir d'abattre le sujet à opérer, parce que l'action de l'abattre, quelles que soient les précautions que l'on prenne, ne laisse pas que d'avoir ses dangers dont la plupart sont de *force majeure* : ceux qui résultent de l'indocilité des sujets, de l'instantanéité de leurs mouvements et de leur énergie décuplée par l'irritation que cause la contrainte contre laquelle les animaux accumulent leurs efforts. Or l'opération du séton ne nécessite pas l'abatage du sujet.

A la deuxième question, Bouley répondit que la première précaution est de dériver la douleur à l'aide d'un tord-nez. Il est rationnel de recourir en plus aux entravons, et d'immobiliser les membres postérieurs en les rendant solidaires l'un de l'autre à l'aide d'entravons qui préviennent les attaques des membres isolés. Bouley continue en disant que l'on n'a pas l'habitude quand on pratique l'opération du séton de faire un lit de paille sous le corps de l'animal, que

par conséquent le vétérinaire n'a commis aucune imprudence en se conformant aux indications dictées par la pratique courante.

Le tribunal civil de Rouen rendit un jugement conforme à cette manière de voir : « ...attendu que dans de telles conditions, il ne serait pas juste de rendre l'opérateur responsable des dommages que le cheval se fait lui-même dans la chute, quand il arrive par exception qu'il tombe sur le sol ; que le dommage provient alors d'une force majeure. »

Ainsi voyons-nous la complexité de la question. Dans un cas, le vétérinaire est actionné parce qu'il fait coucher un cheval sans en informer le propriétaire, qui prétend cette manœuvre inutile ; dans l'autre cas, au contraire, le propriétaire estime que le vétérinaire n'a pas suffisamment pris de précautions pour prévenir les accidents. Fort heureusement dans ces deux affaires, nos confrères eurent gain de cause.

Les manœuvres d'abatage ne sont pas les seules entraînant des accidents. Malheureusement fréquents sont les insuccès opératoires, soit au cours de l'opération elle-même, soit dans la suite comme complications de l'intervention chirurgicale. La tendance évidemment naturelle des personnes, qui supportent le dommage d'un échec opératoire, est d'imputer à faute l'insuccès dont elle subissent les conséquences. Souvent cet état d'esprit n'a pas d'autre suite qu'une certaine méfiance à l'endroit de l'opérateur malchanceux ; mais il arrive néanmoins quelquefois qu'on lui intente des actions en réparation du mal qu'on prétend résulter de sa faute. Examinons quelques affaires

dans lesquelles des vétérinaires virent leur réputation sérieusement compromise à la suite de poursuites intentées contre eux par des clients mécontents.

Le 8 juillet 1879, M. D..., se trouvant en tournée, fut sollicité par un propriétaire pour qu'il pratiquât la castration à son cheval. M. D... lui fit remarquer qu'il y avait lieu d'attendre la fin de l'été. Le 12 août, ce même propriétaire renouvelle sa demande. M. D... en présence de cette impatience gagna encore du temps et l'opération fut pratiquée le 29 août. Le 30, les testicules furent excisés, et le 2 septembre les casseaux détachés. Du cinquième au sixième jour, des phénomènes de gangrène traumatique se déclarèrent et tout fut impuissant à enrayer la marche de cette complication. La mort suivit le septième jour. Le propriétaire mécontent récrimina. M. D... l'engagea à soumettre à deux de ses confrères la question de savoir si sa responsabilité pouvait être mise en cause par le fait d'une faute commise. Les vétérinaires consultés déclarèrent que tout avait été correct dans l'opération, dans les soins donnés ultérieurement et dans le traitement appliqué pour conjurer la marche de la gangrène. A leurs yeux, la seule imprudence commise était d'avoir pratiqué l'opération par une saison encore trop chaude. Cette dernière considération suffit pour déterminer le propriétaire à intenter à D... une action en dommages et intérêts parce que « l'opérateur, connaissant son art, ne pouvait, alors que le requérant l'eût exigé, ce qui n'est pas, se livrer sous une chaleur excessive à une pareille opération ; qu'il est donc responsable de la perte d'un jeune

cheval, dont la valeur est de sept cents francs, qu'il est dû aussi quelques dommages et intérêts au requérant ».

Devant le tribunal, D... fut déchargé de toute responsabilité. (T. de Villefranche (Aveyron), 24 fév. 1880.)

Lors de castrations un grand nombre d'accidents sont possibles, les plus communs sont le tétanos, la hernie et la gangrène. Dans des cas semblables peut-on mettre en cause l'impéritie de l'opérateur ? La plupart du temps : non ! Cependant ce dernier devra toujours s'entourer de précautions minutieuses, et donner des indications très précises aux propriétaires, devant *témoins si possible*. Après une castration, il ne faudra jamais oublier de conseiller au propriétaire l'application d'un collier à chapelet (l'arrachement des casseaux par l'opéré lui-même se produisant de temps en temps). Dans un cas analogue, un vétérinaire, qui avait omis de faire cette recommandation, fut sérieusement inquiété. De même, on pratiquera toujours une injection de sérum antitétanique. Au cas où le propriétaire s'y refuserait (cela se produit quelquefois par raison d'économie), on lui ferait envisager tous les risques auxquels il expose son animal et on se dégagerait ainsi de toute responsabilité.

Le vétérinaire qui serait appelé à soigner un animal atteint d'une plaie ayant par sa nature et sa situation beaucoup de chances de se compliquer de tétanos, et qui, en négligeant de pratiquer une ou deux injections de sérum antitétanique, aurait permis ainsi à la maladie d'apparaître et d'évoluer, pourrait être accusé de négligence coupable.

Un jugement du Tribunal de Lille vient de condamner à 75.000 francs de dommages et intérêts un médecin, qui avait soigné un blessé atteint de plaie anfractueuse souillée de terre, sans faire d'injection antitétanique, le blessé ayant dans la suite succombé au tétanos. Or, étant donné la fréquence des spores tétaniques dans les excréments des chevaux, sur le sol des écuries, et les très grandes chances d'infection tétanique, nous pensons que le vétérinaire qui aurait négligé une injection antitétanique sur un cheval présentant une blessure susceptible de se compliquer de tétanos, engagerait sa responsabilité civile.

Le *Journal de Médecine vétérinaire* relate des détails fort intéressants sur un procès en dommages et intérêts, soulevé contre un vétérinaire, à cause d'un accident mortel survenu après une saignée faite à la jugulaire. Le 15 novembre 1856, au soir, un vétérinaire fut appelé pour pratiquer une saignée à une mule. Il fit placer l'épingle par un maréchal, car lui-même n'y voyait pas suffisamment, ayant omis de se munir de lunettes. La mule est privée d'aliments pendant une demi-heure suivant la recommandation du vétérinaire. Un quart d'heure après, l'animal se livra à des mouvements désordonnés, finit par casser sa longe, tomba sur le côté et mourut. Le propriétaire s'aperçut qu'un caillot de sang existait sur le sol, il examina l'ouverture de la saignée, et la trouvant béante, l'épingle placée à côté de la plaie, il en conclut que la mort était le résultat d'une effusion de sang et que l'opérateur était responsable de l'accident. Une incision faite en dessus et en dessous montra la jugulaire pleine d'air.

Le vétérinaire expert posa au Professeur Rodet un certain nombre de questions, que nous passerons sous silence à cause de leur longueur. L'éminent maître répondit par une consultation fort remarquable dont les conclusions étaient les suivantes : il n'est pas démontré que la saignée soit restée béante par le fait du vétérinaire ou du maréchal ; on peut regarder comme présumable qu'il y eut introduction d'air dans la jugulaire, mais on ne saurait dire si cet accident s'effectua pendant ou après la saignée ; il est probable mais non certain que la mort a été la conséquence de l'introduction d'air dans la jugulaire.

Cette affaire fut jugée quatorze mois après l'accident ; dans cet intervalle B... mourut, le procès fut porté contre ses héritiers devant le tribunal de D... Les suites en furent des plus fâcheuses.

Dans la *Clinique Vétérinaire*, année 1861, Leblanc a rapporté un fait signalé à la Société vétérinaire des départements du Nord et du Pas-de-Calais relativement à un procès intenté à un vétérinaire. Il s'agissait en l'occurrence d'une saignée faite par ce vétérinaire à la jugulaire, et suivie de la piqûre de la carotide ; ce praticien fut condamné comme responsable. Un maréchal avait essayé de saigner le cheval en question ; il avait fait deux piqûres à la peau sans avoir un jet de sang et avait causé un engorgement de la gouttière jugulaire. Le vétérinaire, ayant porté l'action de la flamme dans cet engorgement, avait produit une hémorragie mortelle en sectionnant l'artère carotide.

Le Tribunal civil de Bordeaux (*Recueil de Médecine*

vétérinaire, 1871, p. 1034) fut moins sévère pour un vétérinaire qui avait également sectionné l'artère carotide lors d'une saignée. Les experts consultés avaient répondu que « *demander à un opérateur, aussi habile qu'il soit, de conjurer tous les risques que peut faire encourir une opération, est aller au delà des ressources dont peut disposer la science chirurgicale.* » Le Tribunal, adoptant cette juste conclusion, exonéra le praticien de toute responsabilité :

« ...Attendu dès lors, que l'accident arrivé ayant pu se produire par cas fortuit sans qu'il soit établi, ni qu'il puisse l'être, qu'aucune faute soit reprochable à l'opérateur, ne peut engager la responsabilité de ce dernier et que la demande doit être rejetée. » (Bordeaux, 29 juin 1876.)

Si nous continuons à suivre le praticien dans ses interventions, nous verrons que l'application du feu a donné matière à plus d'un procès. L'opération du feu, pratiquée même par des opérateurs très habiles, peut donner lieu à des accidents parfois redoutables, dont les moins graves sont encore les chutes de peau. Dans sa Jurisprudence, Rey cite le cas d'un jeune vétérinaire, M. C..., qui, récemment installé à Moulins, mit cinq pointes de feu pénétrantes sur un cheval à éparvin. Dix jours après l'opération, le propriétaire, vu le mauvais état de l'animal, intenta une action en dommages et intérêts au jeune praticien. Rey répondit à une lettre que lui écrivit à ce sujet M. Rodet, directeur de l'Ecole vétérinaire de Lyon par intérim ; dans cette lettre, il disait notamment : « L'article 1383 est applicable au cas dont il s'agit. Chacun doit réparer

le dommage qu'il a causé, les tribunaux condamnent toujours l'opérateur, même diplômé, qui, par son imprudence ou son impéritie, aurait causé des accidents qu'il pouvait éviter. Jamais personne n'admettra une immunité complète pour les suites d'une opération parce qu'elle a été tentée dans le but de guérir. » Cette lettre se terminait par ces sages paroles : « N'oubliez pas, mon cher confrère, que les accidents les plus graves peuvent survenir après les opérations les plus simples et qu'il faut surtout être prudent quand on doit juger les fautes des autres. »

Deux expertises eurent lieu ; l'animal étant en bonne voie de guérison après la deuxième, le propriétaire retira sa plainte, cessa les poursuites, et paya les frais.

Nous venons de citer quelques affaires, desquelles l'issue fut tantôt heureuse, tantôt malheureuse pour les membres de notre profession. Si au point de vue strictement légal, nos confrères sortent souvent indemnes des procès qui leur sont intentés, il n'en demeure pas moins vrai qu'après de semblables débats la réputation d'un praticien reçoit toujours de sérieuses atteintes. Aussi, après avoir signalé à dessein le grand nombre d'accidents qui peuvent survenir à la suite d'opérations courantes de notre chirurgie, comme la castration, la saignée, la cautérisation, nous ne saurions trop recommander la prudence et surtout l'accomplissement consciencieux des règles enseignées.

DEUXIÈME PARTIE

Responsabilité du vétérinaire expert

Le vétérinaire peut être nommé expert par les autorités judiciaires, ou bien il peut être expert dans des affaires de droit civil. Dans le premier cas, il est expert requis par la justice ; dans le deuxième cas, c'est lui-même qui accepte la mission d'expert.

En matière judiciaire, les vétérinaires peuvent être requis par les commissaires de police, les maires et les adjoints au maire, les procureurs de la République et leurs substituts, par les juges de paix, par les officiers de gendarmerie, par les juges d'instruction, par les préfets.

En matière administrative, par les préfets et les sous-préfets, les maires et les adjoints au maire, les officiers de police judiciaire.

Les juges de paix, les tribunaux ou les parties requièrent les experts en matière civile.

Les articles 43, 44, 47 et 80 du Code d'Instruction criminelle, les articles 475 à 478, 236 du Code Pénal et l'article 4 de la loi du 21 juin 1898 sur la Police sanitaire des animaux édictent les bases sur lesquelles est fondé le droit de réquisition. D'après ces articles et lorsqu'il y a urgence, le vétérinaire peut être requis par les autorités. La plupart du temps, il est requis par les autorités par le juge d'instruction et dans ce cas il est libre d'accepter ou de refuser la mission d'expert qu'on lui offre. Toutefois, lorsque l'expert a accepté une mission, il doit l'exécuter à

moins d'une raison majeure, les parties pouvant l'attaquer en dommages et intérêts au cas contraire. Peut-on invoquer le paragraphe 12 de l'article 475 du Code Pénal : « ...seront punis d'une amende de 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, les services, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumulte, naufrage, inondation ou autres calamités, ainsi que dans le cas de brigandage, pillage, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire. »

Emile Thierry (*Droits et Devoirs des Vétérinaires*, 1876) rapporte le fait suivant : un marchand forain met un âne dans une auberge, cet animal est atteint de coliques et succombe sans secours. Voulant rendre l'aubergiste responsable de la perte de l'animal, le propriétaire donne *post mortem*, dans l'abdomen de l'âne un coup de couteau et se rend chez le commissaire de police pour le prier de constater le délit. Ce fonctionnaire requiert un vétérinaire, qui n'eut pas de peine à prouver que la blessure avait été faite dans l'intention de rendre l'aubergiste responsable du délit dont ce dernier était innocent. Le vétérinaire ainsi requis aurait-il eu le droit de refuser la mission que lui demandait le commissaire de police ? Il semble bien que dans un cas semblable, le vétérinaire, qui refuserait d'obtempérer à la justice, pourrait tomber sous le coup du paragraphe 12 de l'article 475 du Code Pénal. Ainsi en a jugé la Cour de Cassation par ses arrêts des 6 août 1830 et 20 février 1867.

Si, en matière judiciaire, le vétérinaire est souvent

obligé, à moins de raison majeure, d'exécuter les missions d'expert, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit d'expertise administrative ou civile.

DEVOIRS DES EXPERTS. — Nous croyons bon de rappeler ici les formalités à remplir par les experts une fois nommés. Les opérations d'expertise comprennent trois phases :

1° l'installation des experts ;

2° la vérification ;

3° le rapport.

1° *Installation*. — Elle consiste en la prestation du serment devant le juge. Toutefois, pour les vices rédhibitoires (loi du 2 août 1884), les experts sont dispensés du serment, mais ils doivent mentionner, à peine de nullité, qu'ils opèrent sous la foi du serment.

2° *Vérification*. — Elle consiste dans les opérations effectuées par les experts.

3° *Rapport*. — Les experts font connaître leur avis dans un rapport rédigé par l'un d'entre eux sur papier timbré et signé par eux. La minute du rapport sera déposée au greffe du Tribunal.

L'article 283 indique les cas de récusation : parents, alliés de l'une ou de l'autre partie jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement...

Article 314 : « Si la récusation est rejetée, la partie qui l'aura faite sera condamnée en tels dommages et intérêts qu'il appartiendra même envers l'expert, s'il le requiert ; mais dans ce dernier cas, il ne pourra demeurer expert. »

La mission des experts est une mission de con-

fiance, qu'ils doivent remplir avec conscience. Aussi sont-ils responsables de leur faute lourde et doivent-ils répondre civilement et pénalement de leur imprudence, de leur négligence, de leur impéritie, des fautes contre l'honneur et de la véracité de leur rapport. Pour la responsabilité civile, on se base, ici comme toujours, sur les articles 1382 et suivants. Les responsabilités pénales sont édictées par les articles 177, 178, 361, 362, 363, 364 du Code Pénal.

D'après l'article 177 du C. P. (loi du 13 mai 1863), sera puni de la même peine (dégradation civique et condamnation double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que la dite amende puisse être inférieure à 200 francs) tout arbitre ou expert nommé, soit par le Tribunal, soit par les parties, qui aura agréé des offres ou des promesses, ou reçu des dons ou présents pour rendre une décision ou donner une opinion favorable à l'une des parties.

TROISIÈME PARTIE

Responsabilité du vétérinaire pharmacien

La loi du 21 germinal an XI, qui régla l'exercice de la pharmacie, est complètement muette en ce qui concerne le vétérinaire. Dans son article 25, elle confère aux pharmaciens seuls la faculté d'ouvrir une officine de pharmacie, de préparer, vendre ou débiter des médicaments. Il est interdit aux médecins de préparer ou de vendre eux-mêmes les médicaments

destinés à leurs malades. Les pharmaciens ont prétendu que le vétérinaire, comme le médecin, était soumis à cet article 27. Néanmoins la Jurisprudence a toujours reconnu aux vétérinaires le droit de préparer et de vendre *librement* les médicaments ; en effet, ont jugé dans ce sens : Trib. civil de Corbeil, 20 février 1839 ; Paris, 19 août 1839 ; Angers, 8 avril 1845 ; Orléans, 15 août 1860, cassant un jugement du Trib. civil de Pithiviers du 18 mai 1860 ; Tribunal civil d'Argentan, 27 mai 1863, confirmé par un arrêt de la Cour de Caen du 28 août 1865 et un arrêt de la Chambre des Requêtes du 17 juillet 1867. Aujourd'hui tout le monde reconnaît que la loi du 21 germinal an XI et celle du 19 pluviôse an XIII ne sont relatives qu'à la santé de l'homme et ne préviennent que les dangers encourus par les malades, si la préparation des médicaments était libre : la pharmacie vétérinaire est libre comme est libre la médecine vétérinaire. Un cas particulier est à considérer, c'est la question des substances inscrites aux tableaux A, B, C. La loi du 12 juillet 1916 réglemente l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses. Le décret du 14 sept. 1916 (en application des lois du 12 juillet 1916, du 21 germinal an XI et de 1845) créa pour les toxiques des conditions spéciales. Ils sont groupés en trois tableaux : A, B, C. Leur détention est subordonnée à une déclaration faite devant le maire ou la Préfecture de police. Un récépissé délivré tient lieu d'autorisation. La déclaration est facultative pour les substances du tableau C. Une inspection a lieu une fois par an (lois de ger-

minal et du 25 juin 1908). Elle porte sur les substances livrées au client (loi du 1^{er} août 1905). Le vétérinaire est soumis, dès lors, non seulement aux lois régissant la pharmacie, mais aussi à tous les règlements visant les négociants. *La déclaration est toujours obligatoire pour les substances vénéneuses*^o; ces dernières ne peuvent être livrées librement au public dans le cas seulement où il n'y a pas de pharmacie dans la commune. Dans les autres cas, elles doivent être utilisées par le vétérinaire lors des soins auprès de l'animal malade.

Le vétérinaire est responsable de la tenue des registres et de son armoire aux poisons. Il est en outre responsable de la composition des médicaments qu'il délivre (*spécialités notamment portant son nom sur les étiquettes*). Il est *présumé coupable*, si ces produits sont avariés ou ne répondent pas à la formule. C'est à lui de fournir la preuve, s'il prétend que ces produits lui ont été livrés ainsi par les droguistes, pharmaciens, etc...

Il est évident qu'ici encore les vétérinaires sont responsables, si par *erreur, négligence* ou *inattention*, ils ont causé un dommage à autrui ; si, par exemple, ils délivrent un médicament à la place d'un autre, et si de son administration résultent des accidents. Aux termes de l'article 1382, les vétérinaires sont responsables des erreurs commises par eux, et aux termes de l'article 1383, de toutes celles provenant de leurs préposés (aides, préparateurs, domestiques).

Dans le *Recueil de Médecine Vétérinaire* du 15 sept.

1883, Bouley rapporte le fait suivant : par suite d'une grossière erreur d'interprétation, un pharmacien délivra de l'arsenic au lieu du sel de nitre, à la dose de 5 kilogrammes. Ce qui causa par la suite la mort de quinze chevaux ; il y avait là assurément faute lourde du pharmacien, qui avait délivré cette masse énorme d'arsenic sans ordonnance.

Le vétérinaire qui, dans le bain arsenical de Teissier, remplacerait le sulfate de fer par le sulfate de zinc ou par du sulfate de soude, serait responsable de la mort des moutons, qui aurait été occasionnée par cette substitution (*R. M. V.*, 1879, p. 237). L'emploi de vésicants trop énergiques peut aussi donner matière à procès ; les accidents qui en résultent pouvant s'observer soit sur les animaux eux-mêmes, soit sur les individus qui les ont employés.

En 1892, un procès en responsabilité fut intenté à un vétérinaire de l'Aube, M. R..., qui avait ordonné l'application de la pommade au biiodure hydragyré sur un éparvin et qui avait *lui-même* fourni cette pommade. L'application fut suivie d'accidents sur les mains du domestique chargé de faire les frictions. (Voir *Bulletin de la Société Vétérinaire de l'Aube*, Procès-verbaux des séances, n° 1893, p. 25). Le vétérinaire eut gain de cause.

Les frictions vésicantes peuvent amener des chutes de peau sur les chevaux que l'on soigne. Le vétérinaire est-il responsable de pareils accidents, et, si oui, peut-il reporter la responsabilité sur les pharmaciens qui lui ont fourni l'onguent, auquel on impute le dommage ? En 1869, à la suite d'une chute de peau

déterminée par l'onguent résolutif Lebas, cette question fut à l'ordre du jour.

M. O..., mis en cause, acceptait la responsabilité de l'accident, mais il appelait en garantie MM. R... et P..., pharmaciens à Paris. Il se fondait sur ce fait que l'onguent employé contenait du sublimé corrosif dans la proportion de 1/35°, contrairement à la composition classique de l'onguent Lebas ; qu'ignorant la présence de cet élément, il n'avait pas pris toutes les précautions nécessaires. Ce système de défense fut accepté par le Tribunal de Chatellerault. Mais par la suite, et après avoir consulté M. H. Bouley, la Cour de Poitiers rendit un arrêt en faveur des pharmaciens. Peut-être la préoccupation où était le vétérinaire de détourner sur les pharmaciens la responsabilité dont son client voulait le charger, l'a-t-elle empêché de se servir des moyens de défense qu'il pouvait faire valoir pour s'exonérer de la faute qu'on lui imputait ? Le vétérinaire en question n'avait-il pas agi fort maladroitement en acceptant une responsabilité pour la faire retomber sur les pharmaciens ?

QUATRIÈME PARTIE

Responsabilité vis-à-vis des tiers (secret professionnel)

Y a-t-il pour les vétérinaires un secret professionnel ? Les vétérinaires peuvent-ils, de par leur profession, devenir dépositaires de secrets qu'il leur est défendu de révéler sous les peines portées par l'article

378 du Code Pénal (emprisonnement d'un mois à six mois et amende de cinq cents francs) ? Le Tribunal de première instance de Saint-Jean-d'Angely (5 déc. 1879) donna une solution de ce problème :

Un vétérinaire, M. A. M..., avait été invité, le 1^{er} août 1879, à donner son avis sur la nature de la maladie dont était affecté le cheval d'un sieur C... (la maladie dont il s'agit était l'affection morvo-farcineuse). Le Procureur de la République ayant invité M... à fournir un certificat, celui-ci répondit « qu'il regrettait de ne pouvoir fournir le rapport qu'on lui demandait, son mutisme ayant pour cause l'article 378 du Code Pénal ». Quelques temps après, M... reçut du Procureur de la République une nouvelle lettre dans laquelle celui-ci lui demandait si oui ou non, il acceptait de témoigner. Au reçu de cette lettre M... se présenta au Parquet pour exposer les motifs auxquels il avait obéi en refusant d'obtempérer à l'invitation qu'il avait reçue. Il en fut référé au Procureur général qui fit la réponse suivante : « Les vétérinaires n'ont jamais été rangés parmi les personnes qui, à raison du secret professionnel, sont dégagées des obligations imposées à tous les citoyens par l'article 80 du Code d'Instruction Criminelle (1).

(1) Art. 80 (C. I. C.). Toute personne citée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître à la citation, sinon elle pourra y être contrainte par le juge d'instruction, qui, à cet effet, sur les conclusions du Procureur de la République, sans autre formalité ni délai, et sans appel, prononcera une amende qui n'excèdera pas 100 francs, et pourra ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage.

Veillez informer le témoin que, s'il croit devoir persister dans son refus de déposer sur la foi du serment, vous aurez à requérir contre lui l'amende prévue au dit article. »

M. M... reçut une assignation à comparaître. Invité à prêter le serment, il a demandé à M. le Président la permission de lui soumettre les raisons dont il s'était inspiré pour ne pas adresser le rapport demandé. Cette permission lui ayant été accordée, M. M... a exposé qu'il n'avait pas été appelé à traiter le cheval sur lequel on lui réclamait des renseignements en justice; que c'était *en secret* qu'on lui avait confié, à titre de vétérinaire, l'existence de la maladie qu'il a reconnue être l'affection morvo-farcineuse; que c'était là, suivant lui, un *secret professionnel*, qu'il ne se croyait pas le droit de révéler, à moins que le Tribunal ne voulut bien le dégager des obligations qu'impose l'article 378 aux dépositaires de secrets de cette nature.

Le Procureur de la République a combattu cette thèse, en soutenant que l'article 378 du Code Pénal ne s'appliquait pas aux vétérinaires, et il a, en conséquence, requis contre M..., aux termes de l'article 80 du Code d'Instruction Criminelle. M... a répondu que si les vétérinaires ne se trouvaient pas nominativement désignés dans l'article 378 du Code Pénal, les termes généraux : « toutes autres personnes » pouvaient s'interpréter dans un sens compréhensif, qui rendrait cet article applicable aux membres de la profession qu'il exerçait. Le Tribunal se retira pour en délibérer. Le Président ayant ensuite demandé à M...

si, « en conscience, il considérerait comme un secret le fait sur lequel il avait à déposer », et la réponse ayant été affirmative, le Tribunal remit à huitaine le prononcé de son jugement sur cet incident. Le jugement rendu résolut d'une manière définitive la question soulevée par les scrupules très honorables de M... : « Attendu que tous les citoyens doivent la vérité à la justice, lorsqu'ils sont interpellés par elle, et que cette règle ne peut fléchir que lorsque la loi elle-même en a disposé autrement ; ...que si les vétérinaires ne figurent pas dans cet article ⁽¹⁾, c'est donc parce que l'on n'a pas voulu les y faire figurer, attendu qu'il n'y avait pas pour eux les mêmes raisons que pour les médecins et autres personnes y dénommées ; ...qu'on ne saisit pas comment à l'occasion d'un cheval qui a la morve, ou de tout autre animal atteint de maladie contagieuse, un vétérinaire pourrait devenir le dépositaire de secrets aussi importants, de secrets commandant à un si haut degré la discrétion, de secrets dont la révélation porterait une si grave atteinte à la réputation des personnes ou à l'honneur des familles ; que rien ne saurait donc, dans cette affaire, légitimer le silence du sieur M..., et qu'en conséquence l'exception soulevée par la défense doit être *entièrement repoussée*. »

Il demeure donc établi, d'après ce jugement, qu'il n'existe pas pour les vétérinaires de secret professionnel dans le sens que lui donne l'article 378 du Code Pénal. Les choses de notre profession ne sauraient

(1) Article 378 du C. P.

toucher aux intérêts supérieurs, que la loi a voulu sauvegarder, en faisant de l'indiscrétion un délit punissable dans les cas qu'elle a déterminés. Le vétérinaire doit donc répondre lorsqu'on lui demande son témoignage.

CINQUIÈME PARTIE

Responsabilité des vétérinaires sanitaires

Le vétérinaire n'est pas seulement un médecin ou un chirurgien, fréquemment il est investi de fonctions spéciales qui en font un employé, voire même un fonctionnaire de l'Etat. Nous envisagerons d'abord le vétérinaire en tant que vétérinaire sanitaire, et ensuite le vétérinaire inspecteur de boucherie.

I. - *Vétérinaire sanitaire*

1° ERREUR DE DIAGNOSTIC.

Un vétérinaire sanitaire, appelé pour examiner des animaux suspects de maladie contagieuse, pourrait engager sa responsabilité si, par un examen superficiel, il commettait une erreur de diagnostic telle que la maladie contagieuse ne serait pas reconnue et s'étendrait par la suite à tout un effectif. Il en serait de même s'il affirmait la non-existence de la rage à l'autopsie d'un chien ayant mordu, alors qu'il n'aurait

pas utilisé tous les procédés d'examen lui permettant de porter un diagnostic *post mortem*. En cette matière, le vétérinaire n'est responsable qu'autant qu'il a commis une faute, une négligence, une légèreté, indiquant l'*ignorance flagrante* de ce qu'il doit savoir.

Le 12 juin 1895, à Notre-Dame-de-Bondeville, près de Rouen, une petite fille fut mordue par un chien, qui fut aussitôt abattu. Le vétérinaire appelé fit l'autopsie et déclara l'animal indemne de rage dans une lettre adressée au maire. La famille s'abstint donc d'envoyer l'enfant à l'Institut Pasteur. Néanmoins, le 12 juillet, l'enfant fut prise de symptômes rabiques, et mourut. Les parents tentèrent une demande de 10.000 francs de dommages et intérêts contre le vétérinaire. Le Tribunal débouta le demandeur ; l'affaire ayant été portée devant la Cour de Rouen, celle-ci confirma la sentence des premiers juges.

Cette exonération de notre confrère ne se produirait peut-être plus aujourd'hui et le vétérinaire qui se baserait sur les résultats négatifs d'une autopsie, sans avoir recours au laboratoire, pourrait engager sa responsabilité à la fois civile et pénale.

Le plus simple est de suivre la règle formulée par tous les auteurs qui ces derniers temps ont écrit sur la rage : ou bien 14 jours après la morsure, le *chien est vivant* et ne présente aucun symptôme rabique, ou bien le *chien est mort*, et dans ce cas, la personne mordue doit être dirigée sur un Institut Pasteur pour y suivre le traitement antirabique.

Lorsque le vétérinaire est obligé de recourir aux réactions biologiques, il n'est pas responsable des

erreurs qu'il pourrait commettre par suite de la défaillance de ces méthodes (tuberculation, malléination). En 1907, un vétérinaire de la Somme, ayant soupçonné sur une vache la tuberculose, n'avait eu aucune réaction à la tuberculine, bien que l'animal fut atteint. Vendu, le même animal avait présenté ultérieurement une réaction positive à une nouvelle injection de tuberculine pratiquée par un autre vétérinaire, et la nullité de la vente avait été prononcée par application de la loi du 23 fév. 1905. Le vendeur avait cru alors devoir mettre en cause le premier vétérinaire. Un jugement, en date du 26 juillet 1907, de la Justice de Paix de Chauleuses (Somme), a débouté le demandeur.

2° RESPONSABILITÉ A LA SUITE DE MORTALITÉS VACCINALES OU SÉRIQUES.

L'irresponsabilité du vétérinaire est consacrée par plusieurs jugements pour les insuccès des divers procédés d'immunisation. Tout au plus faudrait-il une grosse faute du vétérinaire pendant son intervention; par exemple, si en milieu infecté il pratiquait l'injection du vaccin contre le charbon symptomatique sans avoir au préalable inoculé le sérum aux contaminés. Il serait de même responsable s'il pratiquait certaines vaccinations dans une région du corps de l'animal où il est *spécifiquement interdit de le faire*, si les doses inoculées étaient par trop élevées.

Le Tribunal de Nancy (18 juin 1912) a admis que le vétérinaire, qui n'a pas commis de faute lourde, ne saurait être déclaré responsable de la mort des ani-

maux, consécutive à une inoculation vaccinale. Ce jugement se rapportait à des moutons ayant succombé à la suite de vaccinations contre la fièvre charbonneuse. Le même Tribunal a estimé irresponsable le vétérinaire, « qui utiliserait une méthode controversée au point de vue scientifique, si celle-ci n'est pas condamnée ». Le même jugement continue : « un vétérinaire ne saurait être déclaré responsable de la mort des animaux qui ont succombé à la suite de l'inoculation préventive du charbon, s'il n'est prouvé à sa charge aucune faute lourde, ni dans le choix de la place où il a pratiqué l'opération, ni dans le maniement des instruments dont il s'est servi, ni dans l'emploi du traitement curatif qu'il a suivi ».

Il peut arriver qu'à la suite d'injections de sérum contre la fièvre charbonneuse on assiste chez les bovins à des phénomènes anaphylactiques, ce sérum étant obtenu chez le cheval. Le fait a été signalé notamment par Ciuca, qui l'a vu se produire en Roumanie. Si le vétérinaire a employé des doses normales, sa responsabilité ne peut être mise en jeu, car il ne pouvait ni prévoir, ni éviter des accidents de ce genre.

3° NON DÉCLARATION DE MALADIE CONTAGIEUSE.

L'article 29 de la loi du 21 juin 1898 (par application de l'article 3) édicte : « Sont également tenus à faire cette déclaration, *tous les vétérinaires* qui sont appelés à le soigner. »

Le *Progrès Vétérinaire* (année 1891, p. 87) relate un jugement condamnant M. V..., vétérinaire à E..., à 400 francs d'amende, et M. F..., vétérinaire à C..., à 50 francs pour n'avoir pas fait cette déclaration.

4° RESPONSABILITÉ POUR ABATAGE INTÉMPÊTIF D'ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIES CONTAGIEUSES.

Un vétérinaire sanitaire qui commet une erreur de diagnostic et conclut à l'abatage d'un animal suspect de maladie contagieuse, peut-il, si à l'autopsie, l'animal est reconnu indemne, être condamné à rembourser le prix de l'animal ? Cette question, très importante, nous semble devoir être résolue par la négative, à moins, toutefois, que, dans l'accomplissement de sa mission, le vétérinaire n'ait fait preuve de légèreté, d'imprudence ou d'ignorance, ou n'ait pas employé tous les moyens de contrôle qui pouvaient lui permettre de poser un diagnostic scientifique et certain. D'après M. Lecomte, dans ce cas et en l'absence de faute lourde de la part de son préposé, l'Etat serait néanmoins responsable vis-à-vis du propriétaire dépossédé à tort, et devrait, en droit et en équité, l'indemniser de la perte qu'il a subie. Le Tribunal de Besançon (8 mai 1911) a admis la responsabilité civile d'un vétérinaire sanitaire qui, de sa propre autorité, avait fait abattre un certain nombre d'animaux qu'il jugeait atteints de tuberculose.

L'abatage pour cause de tuberculose ne peut être ordonné que par le maire et sur rapport du vétérinaire sanitaire ayant constaté l'existence des signes cliniques de la maladie et avis motivé du vétérinaire départemental (art. 42 du décret du 6 oct. 1904. Circulaire du Ministre de l'Agriculture du 4 juillet 1905). S'il était procédé d'une autre manière, soit par les vétérinaires, soit par les maires, la responsabilité civile de ces derniers pourrait être engagée.

Les bovidés qui auront réagi à la tuberculine sans présenter de signes cliniques de la tuberculose ne pourront en aucun cas faire l'objet d'un ordre d'abatage (Circulaire du Ministre de l'Agriculture, 31 oct. 1898). Si, par contre, les formalités prescrites ont été observées, le vétérinaire sanitaire n'est pas responsable. Il n'est que l'agent de l'administration, qui serait responsable au cas où la maladie, qui a motivé l'abatage (morve, tuberculose), ne serait pas constatée à l'autopsie. Les lois des 30 mai 1899, 30 décembre 1903 et 14 janvier 1904 ont consacré cette manière de voir, en accordant une indemnité égale à la totalité de l'animal, *s'il résultait de l'autopsie que l'animal n'était pas atteint*. La responsabilité de l'Administration ne serait pas engagée s'il pouvait être démontré dans un cas semblable que le vétérinaire a agi avec *imprudence* ou légèreté, en n'employant pas les moyens usuels de diagnostic (mal-léination, tuberculination), qui peuvent lui permettre d'établir scientifiquement son diagnostic.

II. — *Responsabilités des vétérinaires inspecteurs de boucherie*

Les vétérinaires sanitaires chargés d'un service public peuvent encourir une responsabilité parfois considérable si, dans l'accomplissement de leur mission, ils ont fait preuve de négligence ou d'incurie, et, en outre, engager la responsabilité de l'Etat ou des communes dont ils sont les préposés. C'est ce qui

résulte d'un arrêt de la Cour de Rouen du 16 janvier 1891, rendu dans les circonstances suivantes :

Une vache, ayant été amenée sur le marché de Dieppe, le 9 juillet 1888, fut vendue à un boucher qui refusa d'en prendre livraison, la bête lui paraissant malade. Cette vache étant tombée en route sans pouvoir se relever, elle fut achetée pour la boucherie sous la condition « qu'elle serait préalablement visitée par un vétérinaire et reconnue bonne pour la consommation ». Transportée à l'abattoir, elle fut, en attendant l'examen du vétérinaire, M. F..., qui n'avait fait qu'une rapide apparition sur le marché, dépouillée et habillée. Lors de sa visite, F..., ayant immédiatement reconnu l'existence du charbon, confisqua la vache et ordonna son enfouissement. Sept jours après, un des garçons qui avait préparé la bête fut atteint d'une pustule maligne et *ne tarda pas à succomber*. De là, responsabilité contre l'acheteur, contre F... et solidairement contre la ville de Dieppe.

Appel ayant été interjeté contre le jugement rendu par le Tribunal de Dieppe, la Cour de Rouen a, le 16 janvier 1891, condamné solidairement le vétérinaire inspecteur et la ville avec les considérants suivants :

« Attendu :

« Que la loi du 21 juillet, 1881 (qui réglementait à cette époque la police sanitaire des animaux, abrogée depuis par la loi du 21 juin 1898), article 37, dispose que les communes où il existe des foires et marchés seront tenues de préposer un vétérinaire pour l'inspection sanitaire des animaux ;

« Que le vétérinaire devait examiner les animaux ;

« Qu'il est établi par les documents de la cause et d'ailleurs non contesté qu'il n'a pas examiné la vache avant l'abatage ;

« Que cette *omission* dans l'accomplissement de ses devoirs *constitue une faute*°;

« Déclare F... et la ville de Dieppe *conjointement et solidairement responsables du préjudice causé* à la veuve et à ses enfants par la mort du mari et père, et les condamne, sous la même solidarité, à payer à la veuve une somme de 1.000 francs et à servir une pension annuelle de 300 francs jusqu'à la majorité de ses fils et de 200 francs à partir de ce moment. »

1° TECHNIQUE DE L'INSPECTION.

A deux reprises, M. Morot, directeur des Abattoirs de Troyes, fut poursuivi dans les circonstances suivantes :

Dans le premier cas, il ajourna l'examen d'une vache suspecte. Il y avait là une précaution tout à fait normale, les lésions étant beaucoup plus nettes quelques heures après la mort. Dans le second cas, il avait exigé, conformément au règlement municipal, la fente du sternum des moutons abattus, et un boucher ayant refusé de pratiquer l'ouverture de la poitrine, M. M... n'avait pas estampillé la viande. Les bouchers intentèrent une action, alléguant que ces mesures leur avaient causé préjudice.

Par deux jugements (Troyes, 5 mars 1902, 12 novembre 1902), le vétérinaire inspecteur eut gain de cause, « attendu, dit l'un des jugements, que toutes les précautions prises par les municipalités seraient

illusoires et vaines, s'il pouvait être permis à un boucher de paralyser l'inspection et d'entraver un service public par des actes d'huissier et des citations devant les Tribunaux ».

2° ESTAMPILLAGE DE VIANDES INSALUBRES ET SAISIE DE VIANDES SAINES.

Deux hypothèses peuvent se présenter :

a) le vétérinaire saisit une viande bonne pour la consommation ;

b) il ne saisit pas des denrées impropres à la consommation.

Premier cas. — Les règlements permettent aux bouchers de demander une ou même deux expertises ; mais une contre-expertise, qui donne tort au vétérinaire inspecteur, ne peut servir de base à une action civile en dommages et intérêts que dans le cas seulement où il y a faute lourde, ou *si l'on démontre* que le vétérinaire a agi avec *mauvaise foi* et *dans l'intention de nuire*. D'autre part, le boucher qui aurait négligé de demander la contre-expertise ne serait pas recevable à intenter une action en responsabilité.

Il a été jugé par le Tribunal civil de Lyon qu'un vétérinaire serait responsable du dommage causé au boucher, s'il saisissait une viande à graisse jaune sous le motif de viande ictérique.

La Cour de Cassation (15 nov. 1921, sur Cherbourg, 30 avril 1913) a déclaré qu'un vétérinaire militaire était responsable *personnellement* du refus sans raison de la viande d'un animal de bonne qualité. Le vétérinaire soutenait que la responsabilité

incombait à la Commission des Ordinaires, ce que la Cour n'a pas admis.

Deuxième cas. — Ou bien la responsabilité pénale est engagée, ou bien il y a une simple faute de service. En pratique, comme nous le verrons plus loin, c'est la responsabilité pénale qui est engagée, lorsque le vétérinaire laisse consommer une viande insalubre et qu'il y a faute de sa part (*négligence*, ignorance ou malhonnêteté). Le plus souvent, la faute sera reconnue par une saisie ultérieure pratiquée par un autre inspecteur.

Un inspecteur des marchés de Carcassonne, ayant laissé vendre des champignons vénéneux par suite d'un examen insuffisant, la ville de Carcassonne fut déclarée responsable. (Tribunal de Carcassonne, 27 octobre 1890).

De même, il a été jugé qu'un vétérinaire est responsable pénalement et civilement des accidents qui peuvent être provoqués par des viandes toxiques.

Une vache maigre et atteinte de tuberculose localisée fut expédiée à la Criée de l'abattoir de la Villette. L'inspecteur de la Villette effectua la saisie de l'animal et dressa contre P..., expéditeur, boucher à Villeneuve (Aube), un procès-verbal pour infraction à l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905.

Le vétérinaire R..., qui le premier avait examiné l'animal avant son expédition à la Villette, déclara avoir remarqué trois ou quatre grains de tuberculose sur les côtés de l'animal abattu, et avoir dit au boucher d'enlever ces lésions avant d'expédier l'animal. L'enlèvement de ces lésions n'avait pas été fait, et,

d'autre part, cet épiluchage était contraire aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 28 septembre 1896, qui réglementait alors les saisies d'animaux atteints de tuberculose (actuellement arrêté du 11 fév. 1909). Le boucher fut condamné à 500 francs d'amende et le vétérinaire R... à 200 francs (Chambre correctionnelle de Paris, 14 nov. 1906), la responsabilité pénale du vétérinaire étant admise. L'appel de ce jugement (9^e Chambre des Appels correctionnels, 16 mai 1907) infirma la décision précédente, et le vétérinaire fut acquitté.

Le Tribunal correctionnel de Montpellier eut à connaître une affaire analogue. Un inspecteur avait estampillé la viande d'un porc ladre. Un jugement du 12 mars 1873, confirmé par arrêt du 28 avril de la même année, acquitta le vétérinaire :

« Attendu que si l'on ne peut affirmer la participation directe de l'inspecteur B... à la mise en vente de viande corrompue, il est certain que c'est par sa faute qu'elle a pu être livrée à la consommation par la veuve G..., mais que ce fait ne rentrant pas dans les prévisions de la loi, il a été relaxé à bon droit. » (Arrêt du 28 avril 1873).

3^o SAISIE DE VIANDES PAR VÉTÉRINAIRE NON AGRÉÉ PAR LE PRÉFET.

Les viandes foraines, provenant d'animaux abattus dans une autre commune, doivent être visitées par le service sanitaire de cette dernière localité. Un vétérinaire de Lisieux, M. R..., avait saisi 25 kilos de viande de bœuf dans la gare de cette localité. Sur la demande

du boucher, deux contre-expertises, l'une par le vétérinaire d'Orbec, l'autre par un chimiste, amenèrent l'annulation de la saisie. Le boucher ayant assigné solidairement le vétérinaire R... et la ville de Lisieux en demandant 2.000 francs de dommages et intérêts, les défendeurs opposèrent l'incompétence du Tribunal judiciaire. Dans un jugement d'avant dire droit du 14 fév. 1906, le Tribunal civil de Lisieux rejeta les conclusions d'incompétence :

« Attendu :

« Que la nomination de l'inspecteur R... n'a jamais été soumise à l'agrément du Préfet ;

« Que R... est entré en fonction sans avoir prêté serment, contrairement aux dispositions de l'art. 196 du Code Pénal ;

« Que l'omission de la formalité du serment donne compétence au Tribunal civil ;

« Que l'inspecteur n'avait pas le droit de procéder à une saisie de viandes foraines dans les dépendances de la gare, c'est-à-dire en dehors de l'octroi de Lisieux ;

« Que R... a commis *excès de pouvoir*. »

Ce jugement renvoyait les parties à quinzaine. Le vétérinaire et la ville firent appel à ce jugement d'avant dire droit, qui fut cassé par la Cour de Caen, le 19 juin 1907, pour les raisons suivantes :

« Considérant que le fonctionnaire n'est pas justiciable du Tribunal judiciaire s'il n'est relevé contre lui aucune faute personnelle se détachant de l'acte de sa fonction (Tribunal des Conflits, 5 mai 1877) ;

« Qu'il n'y a pas de faute personnelle, ni dans

l'omission de l'agrément, ni dans le défaut du serment ;

« Que c'est à tort que le Tribunal de Lisieux affirme que les gares sont situées en dehors des limites de l'octroi ;

« Déclare la compétence du Tribunal judiciaire et demande que la cause soit renvoyée devant les Tribunaux administratifs ;

« Que le défaut d'agrément ou de serment est imputable au maire de Lisieux. »

L'affaire en resta là, le demandeur n'ayant pas porté l'affaire devant les Tribunaux administratifs.

4° DÉNATURATION HATIVE DE VIANDES SAISIES.

TOUTE VIANDE SAISIE DOIT ÊTRE DÉTRUITE

OU DÉNATURÉE.

Mais le propriétaire d'un animal saisi a des délais pendant lesquels il a le droit de faire procéder à une contre-expertise, s'il le juge utile. Après la saisie, la viande doit rester quelque temps à l'abattoir, afin que le boucher ou charcutier, qui a sacrifié l'animal ayant fait l'objet de la saisie, puisse prévenir son vendeur et que celui-ci ait le temps de venir reconnaître l'identité de l'animal saisi.

La question de la responsabilité des vétérinaires inspecteurs de boucherie a été soulevée au sujet de la dénaturation des viandes, sous prétexte que la viande avait été dénaturée ou détruite trop hâtivement. Il existe sur cette matière un jugement de la Justice de Paix de Saint-Saulze (Nièvre) du 5 mai 1902. Le vétérinaire R... avait saisi un porc ladre abattu par un

charcutier P... et vendu par M..., fermier à Bona. Le porc fut transporté au clos de l'équarrisseur F... avant que le vendeur ait pu reconnaître l'identité de l'animal saisi. Le vendeur M... assigna le charcutier P... en paiement de la valeur du porc ; P... alléguait que le porc avait été saisi, M... appela en garantie le vétérinaire et l'équarrisseur. Comme la ladrerie du porc est inscrite comme vice rédhibitoire dans la loi du 2 août 1884, le juge de paix, s'appuyant sur cette loi (ce qu'il n'aurait pu faire s'il s'était agi d'une autre maladie), et, en outre, interprétant assez librement l'article 1644 du Code Civil, a jugé que, ne pouvant restituer l'animal, P... ne pouvait être tenu d'en payer intégralement le prix, mais seulement une portion du prix ; il a évité l'expertise prévue par la loi du 2 août 1884 de la façon suivante :

« Attendu que des explications des parties, nous avons les éléments nécessaires pour fixer équitablement le chiffre de la perte de prix à payer à M..., sans qu'il soit besoin de recourir à l'arbitrage des experts ;

« ...Condamne le vétérinaire R... à indemniser P... de toutes condamnations, le condamne aux dépens. »

Commentant ce jugement, M. Briquet fait remarquer qu'un arbitrage est fait par des arbitres et que des experts font une expertise. L'arbitre est un juge choisi par les parties, l'expert un technicien qui renseigne les juges. Puisque le juge fondait sa décision sur la loi de 1884, il devait s'en tenir à la procédure instituée par cette loi. Or, si le porc avait été saisi pour tout autre motif que la ladrerie, il eut été impossible au juge de fonder ses décisions sur la loi de 1884.

Dans une affaire du même genre (10 mars 1911, Hédoïn contre ville de Rouen), le Conseil d'Etat conclut à l'irresponsabilité du vétérinaire. Il s'agissait de la viande d'un porc saisi pour cryptorchidie abdominale. Le charcutier trouvait illégitime la saisie et la dénaturation de cette viande. La ville de Reims prétendait qu'il s'agissait du droit de propriété du requérant et soutenait la compétence des tribunaux judiciaires ; le Conseil d'Etat s'est déclaré compétent ⁽¹⁾. La question était de savoir si, en vertu d'un règlement administratif, la ville de Reims avait le droit de faire détruire la chair d'un animal impropre à la consommation. La légalité du règlement est indiscutable. La rédaction de l'arrêt du 10 mars 1911 indique que si le vétérinaire sanitaire R... avait commis un détournement de pouvoir en ordonnant la destruction d'un animal saisi, pour un motif autre que l'intérêt de la santé publique, la faute commise par lui aurait pu engager *sa responsabilité personnelle*. Il en aurait été de même si le propriétaire avait été privé du droit, que lui conférait le règlement, de faire vérifier si la saisie était justifiée. Rien, dans le dossier, n'établissait que le vétérinaire se fût trompé, et le requérant ne réclamait aucune contre-expertise. Il se plaignait que la cryptorchidie abdominale, dont l'animal était

(1) D'où l'importance de cet arrêt en droit administratif, car il est l'une des décisions ayant fixé la jurisprudence depuis 1872, et, à ce titre, il est cité dans plusieurs traités de Droit Administratif (voir notamment Haurion, 3^e édition, p. 156, où l'auteur le range parmi les arrêts concernant la responsabilité de l'Etat).

atteint, était une anomalie de constitution et non une *maladie*, mais cette assertion fut contraire à tous les renseignements fournis par l'instruction. Il n'y avait aucune question de droit à résoudre ; il s'agissait purement et simplement d'une question de fait, à savoir *si l'animal était dans un état rendant sa chair impropre à la consommation, cette viande devant alors être dénaturée*. Il fut jugé que la dénaturation était légitime et que la responsabilité de la ville de Reims n'était pas engagée.

5° ABUS D'AUTORITÉ.

Les manquements professionnels graves, consistant en abus d'autorité, concussion, corruption, sont excessivement rares. Malgré les quelques exemples que nous pourrions en donner, nous passons rapidement sur cette question.

6° INFRACTION AUX LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL DANS LES ABATTOIRS.

Le vétérinaire inspecteur est parfois directeur des abattoirs, il a alors à sa charge la surveillance de la comptabilité et de l'entretien de l'abattoir.

Un jugement (simple police de Nantes, 7 oct. 1911) a admis la responsabilité pénale d'un directeur relativement aux lois réglementant le travail des enfants dans les abattoirs. La poursuite avait été intentée par application de la loi du 2 novembre 1892 (art. 26) (1).

(1) Actuellement article 73 du Livre II du Code de Travail du 26 nov. 1912.

A cette époque, le décret du 13 mars 1893 interdisait le travail dans les abattoirs aux enfants âgés de moins de 16 ans (depuis le décret du 21 mars 1914, les enfants de moins de 17 ans ne peuvent être employés aux opérations d'abatage).

Un inspecteur du Travail avait constaté dans divers échaudoirs de l'Abattoir de Nantes la présence de cinq mineurs âgés de moins de 16 ans. Pour deux d'entre eux, la participation aux travaux d'abatage fut nettement établie. Le vétérinaire directeur G... comparut devant le Juge de Paix de Nantes, qui admit la *responsabilité pénale* de ce dernier, se basant sur un arrêt de la Cour de Cassation en date du 3 juillet 1909 et sur l'article 26 de la loi du 2 nov. 1892, qui débute par ces termes : « Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi... »

CHAPITRE IV

Responsabilité du fait d'autrui

Souvent les vétérinaires prennent des animaux en traitement dans une infirmerie. Cela crée pour eux des obligations d'un caractère différent de celles que nous avons envisagées jusqu'à présent. Pour assurer le service dans ces infirmeries, les vétérinaires ont besoin d'un personnel subalterne. Ils tombent dès lors sous le coup des articles du Code civil qui réglementent les rapports entre les maîtres et leurs préposés ou domestiques. Nous rappellerons que les maîtres ou commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés, ainsi qu'en dispose le troisième paragraphe de l'article 1384. Le maître, en effet, peut être réputé en faute lorsqu'il a mal choisi ses serviteurs ; c'est pourquoi le dernier paragraphe de l'article 1384 ne décharge pas le maître de ses obligations quand celui-ci prouve qu'il n'a pas pu empêcher le fait dommageable. La responsabilité

des vétérinaires, dans ce cas spécial, ne s'étend qu'aux faits commis par leurs domestiques ou préposés dans l'accomplissement ou à l'occasion de leurs travaux. Ainsi les accidents survenus à un infirmier au cours des soins qu'il donne à un cheval en traitement sont imputables au vétérinaire.

L'accident causé par un cheval en traitement engage-t-il la responsabilité du vétérinaire ou celle du propriétaire ? La responsabilité établie par l'article 1385 du Code civil repose sur une présomption légale de faute à la charge des personnes déterminées, de telle sorte qu'en cas d'accident causé par un animal, le propriétaire de cet animal, ou celui qui s'en sert, et pendant qu'il est à son usage, doit, pour dégager sa responsabilité, prouver que l'accident est imputable à une faute de celui qui en a été victime ou provient d'un cas fortuit ou de force majeure. Par suite de cette thèse, l'action qui découle de l'article 1385 n'est pas accordée collectivement contre le propriétaire de l'animal et contre celui qui s'en sert, mais alternativement contre l'un et l'autre. Ainsi le vétérinaire, qui reçoit chez lui un animal pour lui donner les soins que son état exige, doit être considéré comme l'ayant pris sous sa garde et assimilé à une personne qui en a momentanément l'usage. Par suite, tant que l'animal n'a pas été restitué au propriétaire, ce dernier, à moins d'avoir commis une faute particulière, ne saurait être rendu responsable du dommage que cet animal a pu causer. Ainsi en a jugé le Tribunal civil de la Seine le 16 février 1905 (*Gaz. Tribun.*, 11 avril 1905, avec note. *La Loi*, 19 av. 1905 (*Monde Jud.*, Lyon, 22 av. 1905).

Pour une affaire du même genre, il en a pourtant été jugé tout autrement par le Tribunal civil de Paris le 26 octobre 1905 (*Gaz. Trib.*, 19 déc. 1905, avec note. *Le Droit*, 31 déc. 1905). D'après ce tribunal, l'article 1385 du Code civil, qui porte que le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit qu'il fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé, édicte une exception au principe général que toute responsabilité a pour cause génératrice une faute et ne saurait recevoir une interprétation extensive. Dès lors on ne pourrait en faire l'application par voie d'analogie à ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usagers d'un animal, ne se trouvent, par suite, ni dans l'une, ni dans l'autre des conditions limitativement déterminées par ledit article. En conséquence, cette disposition n'est pas applicable au vétérinaire qui reçoit chez lui un cheval pour lui donner les soins que sont état exiger et non pas pour en faire l'usage auquel il est naturellement destiné.

La doctrine et la jurisprudence, nous le voyons, sont également divisées sur la question de la responsabilité du vétérinaire à raison du dommage causé par l'animal qu'il est chargé de soigner. Là encore c'est une question de fait apprécié souverainement par les juges du fond. Nous citerons en faveur de la responsabilité du vétérinaire :

Trib. civil de la Seine, 16 fév. 1905 (*Gaz. Trib.*, 11 av. 1905).

Cass. civ., 19 janvier 1910 (*D.*, 1911.1.131).

Trib. civil de Lyon, 13 janv. 1922 (*Monde Jud.*, Lyon, 29 sept. 1922).

Contre la présomption de la responsabilité :

Paris, 26 octobre 1905 (*Le Droit*, 31 déc. 1905).

Cassation civile, 19 janv. 1910 (Paud, 1910, 1-3-75).

Toutefois, quoiqu'il en soit de cette controverse, la responsabilité civile du vétérinaire est engagée en vertu de l'article 1382 s'il a commis personnellement une faute ; et il doit alors réparation du dommage causé ⁽¹⁾.

Un cas peut encore se présenter : un vétérinaire prend un chien en observation chez lui ; ce chien manifeste au bout de quelques temps des symptômes rabiques ; au cas où cet animal mordrait un infirmier ou toute autre personne, le vétérinaire serait responsable. Ainsi en a décidé le Tribunal civil de la Seine, 14 janvier 1902 (*La Loi*, 26 av. 1902) : Dans le cas où un chien atteint de rage vient à mordre quelqu'un, celui qui, sans être propriétaire du chien, en a assumé la garde, est responsable civilement des conséquences de la morsure faite par l'animal.

Lorsqu'un accident a lieu du fait d'un animal, c'est au propriétaire de l'animal qu'il incombe, pour dégager sa responsabilité, de démontrer que l'animal était passé sous la garde d'un tiers qui l'avait à son usage ; il est, d'ailleurs, nécessaire que cette preuve soit rapportée d'une façon certaine. Spécialement, lorsqu'un vétérinaire donne ses soins à un animal en présence du propriétaire de l'animal ou même de son préposé, leur présence même implique que la garde

(1) Douai, 31 mars 1903 (D. 1904, 2.453. — *Le Droit*, 12 septembre 1903).

de l'animal n'a pas été abandonnée au vétérinaire. Un infirmier au service d'un vétérinaire donne des soins à un animal en présence du préposé du propriétaire ; si l'infirmier est tué en présence du domestique qui assistait à l'opération, il peut être décidé ⁽¹⁾ que le préposé du maître n'a pas abandonné la garde de l'animal au vétérinaire. La responsabilité de l'accident incombe donc dans ce cas au propriétaire de l'animal.

Examinons par exemple le cas suivant : un aide, au cours d'une opération, est blessé ; qui est responsable ?

En dehors du cas où le vétérinaire a commis une faute, un point domine toute la question : quelle est vis-à-vis de l'auteur de l'accident la situation du blessé ? Si le blessé est un salarié (domestique de ferme, ouvrier maréchal, employé de vétérinaire), il subit un accident de travail et tombe sous le coup de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celles du 22 mars 1902, mars 1905, 12 avril 1906, 17 octobre 1919, 6 juillet 1920, 5 août 1920 et 8 juillet 1926. La police d'assurance « accidents du travail » de son employeur entre en vigueur. Au cas où deux polices d'assurances seraient en jeu, l'une « responsabilité civile », l'autre « accident du travail », le blessé serait couvert par la police « accident du travail », ainsi en a décidé la Cour de Cassation.

Si, par contre, le blessé est venu en curieux, dans une propriété privée, assister à une opération, il peut fort bien n'avoir droit à aucun recours.

(1) Cass. civile, 19 janvier 1910, 2 arrêts (Paud 1910, 1-3-7-5).

Si enfin il s'agit d'une personne étant venue prêter main-forte, le responsable sera celui qui avait sous sa garde l'animal au moment de l'accident (art. 1384 C. civ.), c'est-à-dire, suivant les circonstances, le propriétaire ou le vétérinaire. Il y a en cette question de très nombreux cas d'espèce pour lesquels il est impossible de préciser d'une manière générale et d'avance le responsable.

Pour terminer ce chapitre, nous ne saurions recommander aux vétérinaires employeurs de s'assurer et de surveiller avec attention les moindres faits et gestes de leurs aides, afin de ne pas s'exposer aux ennuis parfois considérables qui pourraient résulter d'une négligence de leur part, si minime fût-elle.

Conclusions

I. — Aucun texte de loi ne parle de la responsabilité du vétérinaire. Il ne s'en suit pas pour cela que ce dernier soit exonéré de toute responsabilité.

II. — Les responsabilités encourues peuvent être civiles ou pénales.

III. — La responsabilité civile découle des articles 1382 et 1383 du Code civil ; pour qu'elle soit engagée, deux éléments sont indispensables :

- a) la faute lourde ;
- b) un dommage certain résultant de cette faute.

IV. — La responsabilité pénale résulte des articles 319 et 320 du Code Pénal.

V. — On ne peut établir de règle précise en ce qui concerne la responsabilité du vétérinaire ; car il s'agit de questions de fait, laissées à l'appréciation des tribunaux, plutôt que de questions de droit, prévues expressément par la loi.

VI. — Le secret professionnel ne saurait être invoqué par les vétérinaires, car l'article 378 du Code Pénal ne les concerne pas.

VII. — Les fonctions de vétérinaire sanitaire et d'inspecteur de boucherie créent des responsabilités d'un caractère différent de celles encourues par le vétérinaire médecin ou chirurgien.

VIII. — Le vétérinaire doit répondre civilement de ses aides.

IX. — Il peut être employeur ou directeur d'abattoir, et à ce titre encourir les mêmes responsabilités que ces derniers.

Vu : *Le Directeur*
de l'Ecole Vétérinaire de Lyon,
Ch. PORCHER.

Le Professeur
de l'Ecole Vétérinaire,
L. AUGER.

Vu : *Le Doyen,*
JEAN LÉPINE.

Le Président de la Thèse,
D^r ETIENNE MARTIN.

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 6 Février 1931

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
JOSEPH GHEUSI.

Bibliographie

- BRIAND et E. CHAUDÉ. — *Manuel complet de médecine légale.*
- G. BRIQUET. — *La responsabilité professionnelle des vétérinaires sanitaires.*
- BROUARDEL. — *La responsabilité médicale et le secret médical.*
- BRU. — *Thèse de Doctorat et Droit.* Toulouse, 1911.
- A. CONTE. — *Police sanitaire des animaux.*
- DALLOZ. — *Ouvrages divers.*
- DUBRAC. — *Traité de jurisprudence médicale et pharmaceutique.*
- DUGOZ. — *La responsabilité professionnelle du médecin.*
- A. GALLIER. — *Médecine légale vétérinaire.*
- GALTIER. — *Médecine légale vétérinaire.*
- LECOMTE. — *Responsabilité professionnelle du vétérinaire sanitaire*, in « *Bulletin de la Société des Sciences vétérinaires* », n° 3, 1930.
- MAX LEGRAND. — *Dictionnaire usuel de Droit.*
- A. LHOSTE. — *Manuel de médecine légale vétérinaire.*
- MARTIN. — *Précis de déontologie et médecine professionnelle.*

PERREAU. — *Législation et jurisprudence médico-pharmaceutiques.*

PÉRON. — *Manuel de jurisprudence des maladies contagieuses.*

POUTORD. — *Thèse de Doctorat vétérinaire.* Toulouse, 1927.

Le Progrès vétérinaire.

Le Recueil de Médecine vétérinaire.

Revue vétérinaire.

REY. — *Traité de jurisprudence et de médecine légale vétérinaires.*

SOURDAT. — *Traité général de la responsabilité.*

E. THIERRY. — *Devoirs et Droits des Vétérinaires.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>Responsabilités. Généralités</i>	11
CHAPITRE II. — <i>Responsabilité des vétérinaires en particulier</i>	21
CHAPITRE III.....	25
CHAPITRE IV. — <i>Responsabilité du fait d'autrui.</i>	67
CONCLUSIONS	73
BIBLIOGRAPHIE	75



IMP. BOSC FRÈRES & RIOU

42, QUAI GAILLETON ,

LYON



